

Chers ami-es, chers camarades,

Augmentation de 37,5 à 42 ans de la durée de cotisation et recul de l'âge légal de 62-65 à 65-67 ans pour obtenir une retraite à taux plein, allongement de 10 à 25 ans de la période de référence, toutes les réformes précédentes sur les retraites ont consisté à faire baisser le montant des pensions que les grands patron-nes considèrent comme une dépense improductive parce qu'elle ne crée pas de profits.

Faire jouer aux syndicats la mise en scène du dialogue social qui depuis trente ans rime avec reculs sociaux, voilà la soupe que nous présentent Macron et son gouvernement pour endormir la contestation et la mobilisation populaire face à une énième réforme antisociale visant à faire la peau à notre système de retraite financé par le salaire.

Après 18 mois d'une pseudo concertation, le rapport DELEVOYE égrène les mesures antisociales avec en tête la suppression des régimes spéciaux et la mise en place d'un régime unique par points.

Si MACRON feint de préférer l'augmentation de la durée de cotisation à l'âge de départ, l'objectif est de limiter les dépenses consacrées aux retraites à moins de 14 % du PIB alors que le nombre de retraité-es va augmenter.

Autrement dit le même gâteau devra être partagé entre un plus grand nombre de personnes et mécaniquement les retraites et les pensions vont chuter. Il s'agit ni plus ni moins que d'un vol de nos cotisations, de notre salaire socialisé. Ce seuil des 14 % est une décision totalement arbitraire, qui vise à garantir au patronat que ses cotisations n'augmenteront pas.

Pourquoi des millions de retraité-es seraient condamnées à se partager une portion congrue des richesses, alors que plus de 100 milliards ont été donnés sans contrepartie aux entreprises dans le cadre du CICE ?

Le détail des mesures projetées par le gouvernement confirme le hold-up : la retraite à points signifierait le calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière.

Les femmes contraintes au temps partiel, les salarié-es ayant des soucis de santé, les précaires, seraient les plus pénalisés comme les salarié-es les plus mal payés.

Les régimes dits « spéciaux » dont bénéficient les salarié-es aux métiers les plus pénibles, souvent en contrepartie de cotisations supérieures, seraient purement et simplement supprimés.

Les salarié-es du public comme du privé seraient donc placés devant des pseudo-choix : travailler encore plus longtemps alors que les conditions de travail se dégradent sans cesse, souscrire à une complémentaire privée alors que les salaires sont bloqués, ou partir avec une retraite de misère alors que le coût de la vie augmente...

Les mobilisations des retraité-es, qui voient leur niveau de vie baisser d'année en année, le mouvement des Gilets jaunes, les mouvements sociaux que le gouvernement n'arrive pas à museler, obligent MACRON à revoir le rythme de sa contreréforme pour empêcher la constitution d'un front syndical.

Pour la CGT, le combat pour notre bien commun, notre système de protection sociale et de retraites ne doit pas attendre une pseudo concertation qui n'entend pas revenir sur le fond de la réforme mais seulement lâcher du lest pour imposer l'essentiel.

Le 13 septembre, la grève des travailleur·euses de la RATP en défense de leur régime de retraite a été massive : pour la première fois depuis plus de dix ans, la majorité des lignes du métro parisien était fermée. Aux finances publiques, les agent·es étaient en grève le 16 contre les fermetures de centre prévues dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale et ont bloqué de nombreux centres.

Agent·es des EPHAD du Centre Hospitalier de BLOIS en grève depuis plus de 3 mois, urgentistes, agent·es du ministère des finances, du ministère du travail, travailleur·euses du privé, toutes et tous ensemble nous pouvons les arrêter !

De l'argent il y en a pour financer les retraites : il suffit de nous réapproprier les dizaines de milliards qui sont détournés chaque année en dividendes, exonérations et autres cadeaux fiscaux par les riches.

Le choix politique est clair : celui de MACRON, répondre aux exigences du grand patronat qui veut en finir avec le salaire socialisé, avec les cotisations sociales pour les récupérer à son profit ; ou celui du bien commun : augmenter les salaires, les cotisations des employeur·ses et nous réapproprier les milliards d'exonérations de cotisations pour bien vivre et bien vieillir.

Nous ne devons pas nous résigner à la retraite pour les mort·es que nous vend MACRON, nous ne pouvons pas nous résigner à entendre une partie de la jeunesse déclarer qu'elle n'aura pas de retraites.

Pour les mêmes raisons que nous n'abdiquons pas face à au réchauffement climatique dont le système capitaliste est responsable, nous devons poursuivre et amplifier les mobilisations sur les lieux de travail, dans la rue sous les formes que nous choisirons dans l'unité d'action sous le contrôle des travailleurs et travailleuses dans ou hors de l'emploi, retraité·es et jeunes.

Retraites- salaires- services publics-climat, le même combat contre le même adversaire à poursuivre dès vendredi 27 septembre pour l'urgence écologique et sociale et le 8 octobre avec les retraité·es et au-delà pour gagner ensemble.